



TEMPERATURE POLICIÈRE



PAGE 1/7

TOULOUSE, 26 AVRIL 2020

Depuis le 16 mars, nous sommes tous confinés. Face à la pandémie, l'Etat a mis en place des mesures de distanciation sociale.

En contradiction avec les nécessités actuelles de l'économie, cette distanciation sociale est par la même occasion un **laboratoire de ce que pourrait devenir la société capitaliste de demain.** Le télétravail est généralisé avec son lot de logiciels de surveillance...

C'est aussi l'occasion pour l'Etat de **tester de nouvelles mesures d'un appareil répressif**, à base de drones, d'audiences en facetime et de contrôle généralisé des mouvements à travers des applications.

Le tout, bien sûr, est saupoudré d'idéologie de l'unité nationale. Est jugé sévèrement quiconque s'en écarterait, ne ramènerait pas dans le même sens.

On nous l'a dit : "Nous sommes en guerre" et on s'apprête à juger les traîtres.

L'unité nationale est le nom que l'on donne au lourd silence (1) Que l'on aimerait voir peser sur nos têtes.

Tandis que la machinerie grippée du Capital survit grâce à des technologies de contrôles ; celles-ci sont testées aujourd'hui et serviront à nous faire retourner au boulot, encore plus exploités et contrôlés que nous ne l'étions.

Les sans-papiers, les taulards, les exploités, les chômeurs, les manifestants, les squatteurs ... **tous ceux qui galèrent aujourd'hui seront encore plus exposés.**

Il y a intérêt à s'organiser dès aujourd'hui au moins localement et pratiquement contre la répression. L'éviter, la contrer, être solidaires face à ses formes actualisées.

L'application Stop covid pour Smartphone, les attestations numériques, sont des étapes supplémentaires dans le contrôle de nos faits et gestes. Il s'agit de les contourner.

Voici un petit point sur le cours de cette répression et des idées pour la mettre à mal...



(1) Nous saluons ici ceux qui viennent briser le silence :
travailleurs en grève, soignants en rogne,
émeutiers artificiers de Villeneuve-la-Garenne jusqu'à la Reynerie...



TEMPERATURE POLICIERE



PAGE 2/7

AMENDES ENFERMEMENT ET VIOLENCES POLICIERES

Avec 760 000 amendes au niveau national et plus de 8000 sur la ville de Toulouse, les PV vont bon train, souvent accompagnés d'un outrage à agent.

Et plusieurs personnes se sont retrouvées en **GAV pour récidive**... dont des mineurs. Après 4 contraventions un toulousain s'est pris un mois ferme avec mandat de dépôt.



Au 7 avril, nous avons pu recenser au moins **42 peines de prison ferme** en France (dont 32 mandats de dépôt au minimum). Des personnes se faisant contrôler et n'étant pas dans les clous, s'étant faites verbalisées plusieurs fois, et également des flics qui chargent les gens pour "outrage" "rébellion" lors de contrôles. Parmi elles, des personnes sans domiciles fixes amendées à plusieurs reprises se sont retrouvées en prison.

*Des **recours juridiques** contre le principe même de peine de prison pour les personnes qui ont pris plusieurs amendes ont été réalisés à Toulouse par plusieurs avocats. Nous publions à la suite un texte qui explique bien tout cela.*

*Lorsqu'on reçoit une amende on peut la contester, un modèle de **contestation de l'amende** également à la suite.*

La situation **en prison** a toujours été terrible, et **c'est encore pire avec la crise sanitaire**. Pas de soins, le maintien en détention, pas de test, mitard pour les détenus ayant des symptômes grippaux (mais qui ne sont pas testés), restrictions des promenades, galères pour cantiner, parloirs supprimés... La liste est longue !



Dans les **Centres de Rétention Administrative, même crédo**, avec néanmoins des libérations beaucoup plus fréquentes (les frontières étant de toute façon bloquées, pas d'expulsion possible). Les personnes ne pouvant justifier d'un domicile à leur sortie se voient parfois maintenues en détention.

A Toulouse au 16 avril, il n'y a plus que 5 personnes en CRA. Une de ces personnes est malade et aucun soin ne lui a été prodigué. Jusqu'à ce qu'elle fasse un malaise, qu'on lui envoie la police qui la frappe et l'emmène ailleurs.

Des révoltes ont éclaté dans les prisons.



Dans ce contexte d'Etat d'urgence sanitaire **les flics ont encore plus les mains libres** pour faire leur sale besogne. Et logiquement cela se traduit illico par **des morts et des blessés**.

Le 8 mars une personne est décédée à Béziers étouffée par un flic qui s'est assis sur elle. Le 9 avril, à Angoulême, un jeune acculé par la BAC s'est noyé dans la Charente, un autre est mort le 9 avril à Anderlecht (en Belgique) dans un accident de scooter provoqué par les flics. En banlieue parisienne, à Chanteloup-les-Vignes, le 4 avril, une gamine de 5 ans a eu le crâne fracturé par un LBD. Le 18 avril, à **Villeneuve la Garenne** des flics ouvrent en grand leur portière sur le passage d'un motard pour le faire chuter. Il s'en sortira avec une fracture ouverte à la jambe. A **Toulouse**, la nuit du 25 avril, un homme se fait tabasser par les flics avec une muselière.

Face aux violences policières notamment, **des ripostes ont éclaté dans plusieurs endroits** : pièges tendus à la police, barricades, tirs de feu d'artifice, voiture de condés retournée, cocktails molotov, tirs de projectiles !

Et la colère ne cesse de se propager de ville en ville !





LE FLICAGE



PAGE 3/7

Beaucoup de contrôles s'opèrent à des points fixes.

Lorsque les contrôles s'opèrent sur des carrefours à proximité d'une station de métro. Les sorties de celle-ci sont également contrôlées.

Les flics ne restent **jamais très longtemps sur un seul point**, (entre une demi-heure et quelques heures).



Lorsqu'il y a un gros point de contrôle, les voitures sont ciblées en premier. Mais les vélos, piétons, scooters (même livreurs) peuvent aussi être contrôlés.



Le carrefour du centre ville où l'on constate le plus de contrôles est **Jean Jaurès**, avec un gros dispositif à chaque fois : plusieurs véhicules de police, avec "herse" sous la main si besoin, les différents accès - ramblas et boulevard - bloqués, le tout couplé à des contrôles dans le métro.



Les carrefours récurrents (et leur métro/tram associé) : Saint Cyprien (couplé à des contrôles sur Charles de Fitte parfois), Jeanne d'Arc, rond point de la Reynerie, du Mirail (Charles Fabre), Palais de Justice, Esquirol, Compans, La Vache, Borderouge (car de CRS stationné parc de la Maourine), Arènes, Saint Michel.



 Aux alentours de 7/9h et 18/19h il y a plus de contrôles dans les métros.

Les grandes artères sont parfois contrôlées avec souvent juste un véhicule de police (municipale, nationale ou même parfois camion CRS) : Bonnefoy, Minimes, route d'Albi, Boulevard de la gare.

Certaines places : Wilson, Heraclès, Saint Pierre/Daurade, Belfort...



La place **Arnaud Bernard** subit une grosse présence policière, opérations d'ampleur, parfois tout le quartier est cerné avec intervention de la Bac. Des véhicules de police sont stationnés aux abords



 **Les ponts**, notamment aux horaires de bureau par exemple aux Ponts Jumeaux

Sur **les centres commerciaux / Supermarchés** :



Flics aux abords, sur le parking, voire même dans le hall : contrôle attestation et parfois sacs de courses.

Notamment à Auchan Balma, avec contrôle au métro associé. La police a pu restreindre l'accès au supermarché à une personne par foyer.

Sur **les péages** : quand il y a une opération de contrôle aux péages beaucoup de flics sont là et ils contrôlent tout le monde. (l'Union, Palays, et parfois des flics vers Sesquièze).





LE FLICAGE



PAGE 4/7

Pour ce qui est des **parcs et berges** :  



le barricadage est plus ou moins solide selon la configuration. Souvent on peut facilement contourner (accès au canal, skate parc des ponts jumeaux).



La restriction d'accès se fait plus avec des drones / hélicoptères , souvent aperçus à la Ramée, au canal latéral, à Pech David...

Si on croise un **drone ou hélico** :  

attention car ils balancent tout à des flics pas loin : parfois en vélo ou à pied et même à cheval ! Il y a même eu le PSIG sur un pêcheur.



Un petit avion **Cessna 172** a ratissé à de nombreuses reprises le ciel au dessus de l'**île du Ramier**. Les articles de journal parlent d'une mission de surveillance opérée par l'Etat.



Ce qui est compliqué à anticiper ce sont les patrouilles qui ratissent un peu partout, et s'arrêtent aléatoirement.

De la municipale à la nationale en passant par les CRS ou même la bac, ils aiment beaucoup cramer de l'essence.

Des flics de la nationale ont été repérés secteur nord dans une voiture banalisée (C3 grise, mais il y en a sûrement d'autres).



A **la gare** , assez fréquemment des grosses opérations de contrôle ont lieu, police, police ferroviaire et police aux frontières réunies.

Couplées à des contrôles aux abords de la gare par exemple Impasse Barthe, Rue Matabiau, Avenue de Lyon ou vers la médiathèque avec les militaires.

Les **villes** aux abords de Toulouse ne sont bien évidemment pas épargnées (Lasborde, Tournefeuille, etc.) et les **villages** également , avec présence de flics à des endroits stratégiques : rond points aux entrées de villes, ou contrôles des artères principales.

Centres COVID :

Toujours pas de test, ici pour le quidam lambda, mais un fichage certain. Les personnes diagnostiquées positives sont fichées et interdites de sortie.

Nous ne savons pas quelles sont les personnes qui ont accès à ce fichier (personnel médical, flics..??)

ATTESTATIONS, PAPIERS, AMENDES, STRATÉGIES POSSIBLES



PAGE 5/7

Attestations et papiers d'identité

Lors d'un contrôle, si l'**attestation leur semble plausible** le contrôle s'arrête là, avec une éventuelle demande de papiers d'identité 

Si l'attestation ne paraît pas plausible, ils peuvent poser des questions, demander des précisions, **demandeur à voir les courses**. 

Lorsque la personne n'a pas d'attestation, la police peut lui demander de faire demi-tour, avec parfois des menaces (et des coups de gazeuses pour les SDF).

Si le flic veut mettre une amende, il demande les papiers puis demande de faire demi-tour ou non. 

Si pas de papiers, ils peuvent mettre la pression pour que l'on prouve son identité, demandent le numéro de téléphone, ou même de taper un code sur son portable qui affiche le nom de la personne qui a souscrit au forfait.

La police ne prend pas de notes sur les informations inscrites sur l'attestation.

Aucun cas d'une personne embarquée pour défaut de pièce d'identité ne nous est revenu, même en cas d'amende.

Les flics ont parfois pu raccompagner devant chez eux des gens (peut être pour vérifier le domicile, le nom sur la boîte à lettres).

Toujours faire **attention aux caméras**, qui peuvent repérer des "comportements suspects" (groupe de gens par exemple) et faire appeler une patrouille. Les nombreuses caméras de la ville sont répertoriées ici : <https://toulouse.sous-surveillance.net> 

Pour éviter l'amende et le fichage des stratégies sont possibles 

- Aucun papier, pas d'attestation et en cas de prune, donner un nom bidon aux flics. Penser à mettre un nom bidon sur la boîte aux lettres au cas où... Être sûr.e de son nom, sa date de naissance et son adresse. On peut par exemple **changer juste quelques lettres de son nom** et changer la date de naissance.

- Se balader avec plusieurs attestations selon la longueur des déplacements 

- Avoir une attestation vierge à remplir discrètement si besoin

- Se mettre à tousser subtilement pour les encourager à vous lâcher (quelques talents de comédien requis)

- Circuler à vélo le plus possible ou marcher tranquillement pour pouvoir **anticiper de loin**

- Se trouver de **vraies bonnes ou fausses excuses**

En général : **inutile de faire du zèle** : moins le contrôle est rapide et efficace, moins ils pourront aller faire chier les autres dans le même temps.

Et surtout, **penser solidaire, prévenir les gens qui risqueraient de tomber dans le contrôle** : les bons vieux appels de phares en voiture, et à pied tout simplement prévenir les gens qui arrivent.



LA QUESTION DU TELEPHONE : FICHAGE, CHANTAGE ET POUDRE AUX YEUX



PAGE 6/7

Depuis le début de la crise sanitaire, des solutions "technologiques" sont mises en avant par le gouvernement et des entreprises : téléchargement d'une **attestation numérique** associée à un QR Code (Flash Code); développement de l'application StopCovid ; le traitement massif de la **géolocalisation** de nos téléphones... Le tout introduit au compte-gouttes sur une base de volontariat.

Mais qu'en est-il de ce mirage high-tech ?

La première chose qui a été proposée était l'attestation numérique. Vendue sur une base purement pratique: "pas besoin d'imprimer".

Mais au lieu de proposer un document vierge à télécharger une seule fois - que l'on pourrait réutiliser ; il faut soumettre notre demande sur le site du ministère de l'intérieur pour chaque sortie.

Cela implique :

- * De se connecter (ce qui donne l'adresse IP de la box, ou du smartphone)
- * **D'entrer ses données personnelles**
- * De **rendre compte de chacun de ses déplacements**

Ainsi cette attestation remplie automatiquement, associée à un **QR Code**, représente un double intérêt pour les flics :

- le stockage de données personnelles que cela pourrait rendre possible
- la vitesse des contrôles par scan du QR Code. Or, cette facilitation nous fait craindre une **massification des contrôles** auprès de toute la population.

Un application est également en cours de développement : **l'application StopCovid**.

Encore à l'état de projet, l'idée générale est que chaque personne ayant l'appli aura son bluetooth activé, et détectera automatiquement les autres téléphones dans son champ. Si une personne se fait tester positif au covid (ou présente des symptômes plus ou moins auto-diagnostiqué), l'appli préviendra les personnes « qui auront été en contact » pour qu'elles puissent « prendre des mesures ».

Sachant que le Bluetooth, n'évalue pas les distances, que très peu de personnes ont accès à des tests, que beaucoup sont asymptomatiques, on obtient **une belle application foireuse**.

Dans certains pays, cette application au départ «proposée» est devenue une obligation sous forme de chantage : ceux qui ne l'avaient pas étaient par défaut considérés comme plus contagieux, et voyaient leur liberté de circuler restreinte.



TEMPERATURE POLICIÈRE



PAGE 7/7

L'État s'appuie sur notre peur pour servir deux intérêts :

- Éviter que notre colère grandisse face au manque de masques, de tests, le délabrement de l'hôpital, en faisant mine de travailler sur une technologie miraculeuse. Ici, à travers une application foireuse.

- Rendre acceptable la notion même de surveillance de masse

Sous couvert d'urgence sanitaire... On nous fait du chantage en martelant qu'un seul choix s'offre à nous : collaborer et rendre compte à l'État de nos moindres faits et gestes ou bien tomber malade/contaminer les autres. Avec à la clef la menace de restriction de nos libertés si on ne collabore pas.

Nous pouvons résister à cela :

N'utilisons pas les attestations sur smartphone ni le QR Code

Refusons de télécharger l'application StopCovid.

Autant que possible, déplaçons nous sans notre téléphone.

Si non, désactivons la géolocalisation, le Bluetooth, passons en mode avion le plus possible. Encourageons un maximum autour de nous les gens à faire de même !

Les bases de la répression qui s'annonce sont en train d'être posées.

N'oublions pas que ce moment sanitaire où nous sommes cloîtrés chez nous aura une fin.

La rancœur face à la gestion de la crise sanitaire est bien là. La colère face aux conséquences du démantèlement de l'hôpital gronde. La crise économique qui va suivre s'annonce sans précédent.

L'État s'organise déjà pour l'après confinement.

Tout le monde le sait : ça va péter !



Vous pouvez continuer de nous envoyer des témoignages, infos



par mail : defensecollectivetoulouse@riseup.net



Ou bien télécharger l'application Telegram
Rechercher Commission action gilets jaunes 31
Vous y trouverez un tutoriel et lien de conversation